

Article

« La grande émigration canadienne : quelques réflexions exploratoires »

Marvin McInnis

L'Actualité économique, vol. 76, n° 1, 2000, p. 113-135.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602317ar>

DOI: 10.7202/602317ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA GRANDE ÉMIGRATION CANADIENNE : QUELQUES RÉFLEXIONS EXPLORATOIRES

Marvin McINNIS
*Département d'économie
Queen's University*

RÉSUMÉ – L'article s'intéresse à un événement trop *souvent* négligé dans l'histoire canadienne : l'émigration, tant anglophone que francophone, survenue durant les 40 dernières années du 19^e siècle. Le texte fait ressortir les similitudes et les contrastes de l'émigration des deux groupes linguistiques. *L'explication offerte ici repose sur l'incapacité de la croissance d'emplois industriels à absorber la croissance rapide de la population dans une société rurale qui n'avait plus de terres cultivables disponibles. Les changements majeurs apportés dans les années 1860 à la structure tarifaire américaine sont un important facteur d'explication, selon nous, de cette croissance insuffisante de l'emploi industriel canadien.*

ABSTRACT – This paper reviews the too-much neglected historical experience of large-scale emigration from Canada over the last four decades of the nineteenth century. It is shown that this involved anglophone Canadians as well as French. The paper focuses on the similarities and also on some of the contrasts in the emigration characteristics of the two ethnic groups. An explanation of the emigration is offered in terms of a rate of growth of industrial employment insufficient to absorb the rapid population growth that was occurring in a rural society that had run out of cultivable land onto which to expand settlement. The major change in tariff policy in the United States that was brought about in the 1860s is identified as an important reason for the insufficient growth of industrial employment.

INTRODUCTION

C'est un fait notoire que l'émigration massive a été une caractéristique marquante de la société québécoise au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle. On pouvait alors observer une véritable hémorragie de Canadiens français vers les États-Unis. Cet exode a débuté immédiatement après la guerre de Sécession et s'est poursuivi jusqu'à la fin du siècle. Les tentatives pour évaluer l'ampleur exacte du phénomène ont été largement controversées mais, en chiffres ronds, nous pouvons avancer sans aucun risque qu'au moins un demi-million de Canadiens

français se sont installés aux États-Unis avant la fin du 19^e siècle¹. Au tournant du 20^e siècle, environ un francophone sur cinq né au Canada vivait aux États-Unis². Cette expatriation a exercé un impact considérable sur la société canadienne-française et constitue certainement l'une des caractéristiques dominantes de l'histoire du Québec. Une grande attention a été portée à ce phénomène. Toutefois, les recherches académiques semblent traiter davantage des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre que des circonstances et de la nature de leur émigration du Québec³. Par contre, l'exode similaire de la population canadienne-anglaise a suscité peu d'intérêt. Loin d'être inconnu, il a effectivement été souvent mentionné dans les études historiques, mais aucun de ses aspects n'a fait l'objet de recherches⁴. Comme les Canadiens anglais ayant émigré aux États-Unis ne tranchaient pas de la population américaine, et comme la plupart d'entre eux échappaient au dédain des commentateurs hostiles aux immigrants, ils n'ont pas fait l'objet d'études de la part des chercheurs américains. Ce qui est plus surprenant, c'est que les chercheurs canadiens les aient également négligés. Toutefois, le fait demeure que les anglophones étaient aussi enclins à quitter le Canada que les francophones et, en termes absolus, ils ont été plus nombreux que les francophones à s'expatrier⁵.

Le principal objectif de cet article est de comparer et de présenter les différences entre les deux flots ethniques d'émigration hors Canada. En quoi étaient-ils similaires? En quoi étaient-ils différents? Par la même occasion, nous aborderons quelques questions importantes relatives à la nature de l'émigration canadienne

1. Déterminer le pourcentage de Français parmi les émigrants canadiens constitue l'essentiel de la difficulté à établir un chiffre précis. Pour l'intervalle 1860-1890, je considère que 600 000 est un chiffre rond raisonnable. Certains auteurs estiment ce chiffre à aussi peu que 500 000 alors que d'autres proposent des estimations qui dépassent 700 000. L'estimation pour la décennie 1860 semble afficher la différence la plus notable. Les plus importantes contributions à cet exercice sont celles de Ralph Vicero (1968), Yolande Lavoie (1972, 1973), et Gilles Paquet et Wayne Smith (1983).

2. Ce ratio est ahurissant si nous considérons le fait que le dénominateur inclut les très nombreux enfants d'une société où le taux de natalité est élevé. Les jeunes enfants ne sont habituellement pas très mobiles bien que les Canadiens français semblent avoir eu tendance à se déplacer en famille. Néanmoins, 1/5 demeure une fraction particulièrement élevée.

3. En plus des travaux susmentionnés, notons les contributions substantielles de Gérard Brault (1986), Frances Early (1982), Tamara Hareven et Rudolph Langenbach (1978), Bruno Ramirez (1991), Yves Roby (1982, 1990) et de François Weil (1989). Voir également le guide bibliographique dirigé par Dean Louder (1991).

4. Par exemple, W.A. Mackintosh (1923 : 13) fait une remarque courte, mais dramatique. Il déclare que « L'exportation des hommes vidait de son sang vital les colonies rurales de l'Ontario », mais ne se penche pas davantage sur la question. L'analyse la plus approfondie de cette question a été réalisée par Marcus Lee Hansen (1940). Plus récemment, notons la contribution de Randy Widdis (1998). Toutefois, elle est loin de constituer une étude détaillée et ne couvre que certaines parties de l'histoire. Ajoutons également le numéro de l'automne 1998 de la revue *Mid-America* lequel est consacré à la migration de Canadiens vers le côté américain de la région des Grands Lacs.

5. Les estimations de l'émigration que nous présenterons plus loin impliquent que 1,891 million de Canadiens ont émigré aux États-Unis entre 1861 et 1901. Si, comme nous l'avons mentionné précédemment, 609 000 Canadiens français avaient émigré, l'émigration anglo-canadienne se serait élevée à 1,282 million.

en général et aux motivations des émigrants, questions que nous envisageons d'approfondir dans une étude ultérieure. Nous espérons réveiller l'intérêt pour cette question et, peut-être, encourager des chercheurs à se pencher sur le sujet.

1. QUELQUES DIMENSIONS ET CARACTÉRISTIQUES DE L'EXODE

L'émigration des Canadiens au cours des dernières décennies du 19^e siècle a connu des taux supérieurs à ceux enregistrés par les pays européens à forte émigration. Par exemple, les taux d'émigration décennaux du Canada étaient plus élevés que ceux de la Norvège, de la Suède et de l'Italie. Pour trois des quatre dernières décennies du 19^e siècle, le Canada affichait le plus haut taux d'émigration. Seule l'Irlande a enregistré un taux d'émigration supérieur au taux canadien et ce, uniquement pour les années 1870. Pendant cette décennie, le taux canadien était le deuxième plus élevé⁶. En dépit de cela, le Canada semble être systématiquement considéré comme un pays d'immigration⁷. Un grand nombre de ceux qui immigraient au Canada partaient pour les États-Unis, mais les taux d'émigration élevés enregistrés par le Canada n'étaient pas seulement le reflet des Européens de passage qui entraient par une porte et sortaient par l'autre. Les Canadiens d'origine émigraient également en grand nombre. Les affirmations précédentes relatives aux taux canadiens d'émigration s'appliquent également à la population née au Canada. Elle affichait les plus hauts taux d'émigration observés.

Nous avons récemment effectué une nouvelle compilation sur les sources de changement de la population canadienne. Elle constitue un point de départ utile à toute nouvelle considération sur l'histoire de l'émigration canadienne. Pour plus de détails et d'explications, voir McInnis (2000). Le tableau 1 présente les principales observations. Ce qui distingue essentiellement cette méthode comptable du décompte conventionnel est la différence importante dans la façon de compter les immigrants. McInnis (1994) présente les détails de cette méthode. Elle consiste principalement à supprimer le double comptage substantiel dans les statistiques officielles sur l'immigration avant 1894 et à éliminer l'exagération considérable des entrées à Niagara par chemin de fer. Puisque dans la méthode de calcul généralement utilisée (Keyfitz, 1950) comme dans celle que nous présentons ici, l'émigration du Canada est considérée comme un résidu obtenu après avoir tenu compte des autres composantes des changements démographiques, le fait de réduire le nombre d'immigrants diminue aussi les estimations de l'émigration. Dans le décompte conventionnel des changements démographiques canadiens, l'émigration est considérablement plus forte que celle que nous obtenons. De plus, les taux d'émigration du Canada au cours des dernières décennies du 19^e siècle excèdent largement ceux affichés par tous les autres pays. De fait, ils ne sont pas crédibles. Il est grandement temps de réviser la méthode de calcul.

6. Nos estimations des taux d'émigration canadiens sont présentées au tableau 1. Les taux d'émigration pour les pays européens proviennent de Hatton et Williamson (1994).

7. Comme, par exemple, Hatton et Williamson (1998).

TABLEAU 1

NOUVELLES ESTIMATIONS DES VARIATIONS DÉCENNALES DE LA POPULATION,
CANADA, 1861-1901

Décennie	1860	1870	1880	1890
	Milliers de personnes			
<i>Estimation directe pour l'ensemble de la population</i>				
1. Population initiale	3 189	3 584	4 216	4 740
2. Population à la fin de la décennie	3 584	4 216	4 740	5 278
3. Variation au cours de la décennie	395	632	524	538
4. Migration nette estimée	-229	-224	-263	-283
5. Croissance naturelle déduite	624	856	787	821
6. Immigration	150	154	296	292
7. Émigration estimée	379	378	559	575
8. Taux d'émigration (pour 1 000 habitants)	112,9	96,9	124,8	114,8
<i>Émigration des individus nés à l'étranger</i>				
9. Population initiale	688	606	604	647
10. Nombre de décès estimés	172	138	170	207
11. Individus nés à l'étranger qui ont survécu	516	468	434	440
12. Population à la fin de la décennie	606	604	647	699
13. Immigration (ligne 6)	150	154	296	292
14. Émigration estimée	60	18	83	33
15. Taux d'émigration	92,7	29,8	132,6	49,0
<i>Émigration des Canadiens de naissance</i>				
16. Population initiale	2 501	2 978	3 612	4 093
17. Croissance naturelle déduite	796	994	957	1 028
18. Population prévue	3 297	3 972	4 569	5 121
19. Population exacte	2 978	3 612	4 093	4 579
20. Émigration estimée	319	360	476	542
21. Taux d'émigration	116,4	109,3	123,6	125,0

TABLEAU 1 (suite)

NOTE : Ce tableau est tiré de McInnis (2000) où sa construction est expliquée en détail. L'estimation directe de l'émigration pour l'ensemble de la population canadienne (ligne 7) est un résidu du nombre d'émigrants obtenu en soustrayant le nombre révisé d'immigrants (ligne 6 dans McInnis, 1994) de l'estimation de la migration nette au cours de la décennie (ligne 4). La migration nette pour les groupes d'âges situés entre 10 et 60 ans a été estimée avec la méthode conventionnelle des coefficients de survie tirés des tables de mortalité, en utilisant les taux de survie calculés par Bourbeau et Légaré (1982). La migration nette des individus de plus de 60 ans (insignifiante quelle que soit la méthode de calcul) est fixée à zéro. Pour les enfants de moins de 10 ans, la migration nette a été estimée en appliquant à la migration nette des femmes de 15 à 49 ans le ratio des enfants par rapport aux femmes de ces tranches d'âges dans l'ensemble de la population.

Le nombre de décès parmi les individus nés à l'étranger (ligne 10) a été estimé à partir de la moyenne, pondérée selon l'âge, du coefficient décennal de survie. La croissance naturelle de la population chez les Canadiens de naissance (ligne 17) correspond à la croissance naturelle de l'ensemble de la population (ligne 5) à laquelle nous avons additionné le nombre de décès chez les individus nés à l'étranger (ligne 10). L'émigration des Canadiens de naissance (ligne 20) est donc égale à la différence entre la population exacte recensée à la fin de la décennie et celle prévue, laquelle est obtenue en additionnant la croissance naturelle estimée (ligne 17) à la population initiale.

Avant 1861, le Canada enregistrait un gain net de l'immigration alors que l'émigration était, de toute évidence, relativement faible. L'expatriation à grande échelle a débuté dans les années 1860. Les ouvrages sur l'émigration canadienne-française ont mis l'accent sur ce phénomène, mais il s'appliquait également aux Canadiens de tous les groupes ethniques. La partie 1 du tableau 1 présente des estimations de l'émigration pour l'ensemble de la population. À la partie 2, nous fournissons des estimations pour les Canadiens d'origine et pour les individus nés à l'étranger, bien qu'elles aient été calculées d'une manière un peu moins fiable⁸. La conclusion générale est claire : le Canada perdait beaucoup de citoyens à cause de l'émigration. La perte était si considérable qu'il est justifié de se demander pourquoi ce phénomène n'a pas fait l'objet d'une attention plus grande de la part des chercheurs. La deuxième conclusion à laquelle nous aboutissons est que les émigrants étaient surtout des Canadiens d'origine. Il ne s'agissait donc pas seulement d'immigrants qui avaient passé quelques années au Canada avant de quitter pour les États-Unis. Au cours de trois décennies sur les quatre que nous avons étudiées, les Canadiens représentaient 90 % de l'émigration. Pendant les années 1860, ils représentaient aussi plus de 80 %.

Un seul article ne peut présenter une comptabilité minutieusement détaillée de l'émigration canadienne. Nous soulignerons donc uniquement les points les plus

8. Il est légitime d'être sceptique à l'égard des estimations de l'émigration des individus nés à l'étranger. Les estimations résiduelles sont sujettes à un large éventail d'erreurs possibles. Les chiffres élevés obtenus pour les décennies 1860 et 1880 sont plus crédibles que les chiffres plus faibles obtenus pour les autres décennies, tout simplement parce que les taux d'émigration sont conformes à ceux des Canadiens de naissance.

intéressants. Certains détails que nous avons étudié, surtout ceux qui concernent les particularités de chaque décennie, seront présentés dans des articles ultérieurs. Nous espérons que d'autres chercheurs seront incités à approfondir ce thème. Sans chercher à appuyer les déclarations qui sont faites, nous débutons par un portrait de toute l'expérience canadienne de l'émigration à la fin du 19^e siècle. Certains éléments de l'histoire seront familiers aux lecteurs. Nous mettrons l'accent sur les caractéristiques qui, jusqu'ici, ont reçu moins d'attention ou qui ont été négligées dans les ouvrages antérieurs.

L'émigration des Canadiens français a débuté bien avant 1861, mais pas en nombre dramatique. Il faut attendre les années 1860, la décennie de la guerre de Sécession, pour voir une accélération rapide de l'émigration canadienne-française et des changements dans sa nature. C'est à cette époque que les Canadiens français ont commencé à émigrer surtout vers les villes industrielles du sud de la Nouvelle-Angleterre, alors qu'auparavant ils choisissaient des destinations plus dispersées. Certains avaient opté pour des régions frontalières comme le nord du Vermont et de l'État de New York, souvent dans l'objectif d'y exploiter une ferme. D'autres avaient préféré des villes industrielles en expansion comme Troy, dans l'État de New York. Une colonie agricole importante s'était établie près de Kankakee, dans l'Illinois, et on pouvait remarquer un mouvement vers la frontière forestière surtout dans le Wisconsin⁹. Les Canadiens français semblent avoir cherché des opportunités dans plusieurs secteurs américains. Toutefois, après 1860, ils se sont concentrés dans les centres réputés pour leur industrie textile comme Fall River, Lawrence et Lowell au Massachusetts, Manchester dans le New Hampshire et Pawtucket dans le Rhode Island. Parce qu'il a été très documenté et largement commenté, ce mouvement vers la Nouvelle-Angleterre a été associé à l'idée de l'émigration des Canadiens français. Au cours de cette phase d'émigration massive, les Canadiens français qui avaient quitté leur patrie se dirigeaient vers quelques destinations spécifiques et se concentraient dans un nombre restreint d'occupations. C'est précisément cette concentration qui a fait que l'émigration des Canadiens français aux États-Unis a été particulièrement remarquée.

À ce point-ci, il est pertinent de rappeler qu'avant 1867, le Canada était encore constitué de colonies séparées de l'Amérique du Nord britannique et que les « Canadiens » anglophones provenaient de la vieille colonie du Canada et des colonies établies dans les Maritimes. Dans les années 1860, les habitants des Maritimes représentaient seulement un faible pourcentage de l'émigration de

9. Au début, les scieries de Chippewa Falls et d'Eau Claire dans le Wisconsin étaient surtout canadiennes-françaises. On pouvait trouver des bûcherons francophones à travers toute la forêt de pins autour des Grands Lacs. Plusieurs bûcherons s'étaient rendus dans ces centres, de même que dans la partie supérieure de la région d'Ottawa et dans les zones qui bordent la baie Géorgienne, sur une base saisonnière. Le nombre de bûcherons qui y restaient définitivement était suffisant pour établir des communautés francophones distinctes.

l'Amérique du Nord britannique. Leur émigration massive n'a pas débuté avant les années 1880. Dans les années 1860, les anglophones qui émigraient de l'Amérique du Nord britannique provenaient surtout de la colonie du Canada et particulièrement du Canada ouest. Il y a eu davantage d'émigrants parmi les individus qui autrement seraient devenus Ontariens que parmi les Canadiens français du Canada est. Au début de l'exode, ces Ontariens se sont installés dans les régions américaines immédiatement adjacentes, dans les comtés situés à l'extrême nord de l'État de New York et dans le Michigan. Les villes frontalières, comme Buffalo et Détroit, ont attiré un grand nombre de ces émigrants. Une minorité a continué jusqu'à la frontière agricole dans l'Illinois et dans l'Iowa.

En 1860, la majorité des résidents américains nés au Canada étaient localisés dans quelques comtés le long de la frontière, surtout au nord de l'État de New York. Avec le nord du Vermont et du Maine, cela constituait la principale région d'établissement au sud de la frontière. La situation a sensiblement changé au cours de la décennie suivante. Tout d'abord, l'ampleur de l'émigration a augmenté considérablement. De plus, la nature même de cette expatriation a également changé. Bien plus qu'un simple débordement sur les régions adjacentes, c'était plutôt un mouvement vers des destinations bien spécifiques. La guerre de Sécession a probablement exercé un effet direct sur ce phénomène. Certains auteurs affirment qu'environ 40 000 Canadiens se sont battus dans l'armée de l'Union et que beaucoup parmi eux se sont probablement installés aux États-Unis¹⁰. La pénurie de main-d'œuvre dans les manufactures de la Nouvelle-Angleterre a attiré d'autres émigrants, établissant ainsi un mouvement migratoire qui s'est poursuivi pendant de nombreuses années. C'est au cours de cette période que les Canadiens français se sont déplacés en grand nombre vers les villes manufacturières du sud de la Nouvelle-Angleterre et que le Michigan est devenue la destination privilégiée des Canadiens anglais.

Au cours des années 1870, le mouvement migratoire entamé au cours de la décennie précédente s'est poursuivi et a même pris de l'ampleur. Les Canadiens français ont envahi les centres de fabrication du textile du sud de la Nouvelle-Angleterre. Les Canadiens anglais se sont déplacés en aussi grand nombre vers le Michigan. Un petit nombre d'individus des deux groupes linguistiques ont émigré vers diverses destinations américaines. Les habitants des Maritimes, surtout ceux du Nouveau-Brunswick, ont commencé à s'expatrier, mais pas au même rythme qu'en Ontario et qu'au Québec. Vu la nature du phénomène, il serait nécessaire d'évaluer la situation pour les années intercensitaires. Toutefois, cet exercice peut dresser un portrait quelque peu trompeur. Nous ne possédons pas de données de

10. Hansen (1940 : 146) indique que 53 532 Britanniques nés en Amérique s'étaient enrôlés dans l'armée de l'Union et que 40 000 Britanniques ont émigré aux États-Unis dans cet objectif. Si tel est le cas, ils ne semblent pas avoir été inclus parmi les immigrants. Dans les rapports du *U.S. Commissioner General of Immigration*, l'émigration totale durant les années de guerre n'atteint pas la moitié du chiffre ci-dessus.

qualité sur l'exode annuel, mais tout semble indiquer que l'essentiel de l'émigration était concentré au début et à la fin de la décennie¹¹. L'émigration importante de l'immédiate après-guerre de Sécession s'est poursuivie jusqu'au début des années 1870, atteignant un sommet en 1872 ou en 1873. L'émigration a diminué considérablement pendant la sévère dépression qui a frappé le Canada et les États-Unis vers le milieu de la décennie. L'expatriation a atteint un autre sommet vers la fin de la décennie et au début des années 1880. De 1879 à 1882, le Canada a connu la plus forte croissance économique qu'il n'ait jamais connue depuis la naissance de la Confédération jusqu'à la fin du siècle. Malgré tout, c'est au cours de la même période que l'exode fut le plus massif.

Au cours des décennies qui ont suivi les années 1870, le taux d'émigration a continué de grimper suivant un schéma très similaire. Le principal changement que l'on a pu observer vient du fait que l'exode important enregistré par les Maritimes, essentiellement vers Boston, a augmenté le nombre total de sorties du Canada. L'émigration canadienne-française s'est concentrée davantage dans les centres de fabrication du textile de la Nouvelle-Angleterre, tandis que les émigrants anglophones choisissaient pour destination un grand nombre de villes américaines. Dans les années 1890, l'exode montrait des signes d'essoufflement en Ontario, tandis qu'il s'intensifiait au Québec. L'émigration des Maritimes s'est aussi poursuivie à un rythme élevé. Somme toute, autant d'individus, et peut-être même davantage, ont quitté le Canada au cours de la dernière décennie du siècle qu'au cours des deux décennies précédentes. La caractéristique la plus intéressante des années 1890 est le changement survenu au niveau de la composition de l'émigration.

2. VERS UNE EXPLICATION DE L'ÉMIGRATION CANADIENNE

Des auteurs ont eu tendance à voir dans la grande émigration canadienne une conséquence normale et prévisible du développement national et de la croissance naturelle rapide de la population canadienne. Avant 1867, le taux de natalité canadien était très élevé, aussi bien chez les Canadiens anglais que chez les Canadiens français¹². En 1860, le Canada, dont l'économie était alors surtout rurale et agri-

11. Contrairement à ce qui est souvent avancé, les États-Unis recueillaient des statistiques sur l'immigration canadienne aux frontières terrestres, du moins jusqu'à ce que cette pratique fût interrompue en 1884. Les données agrégées peuvent être sérieusement remises en question car, de toute évidence, certains points d'entrée fournissaient des calculs erronés. L'évolution de l'immigration, selon les données plus fiables rapportées par les points d'entrée les mieux surveillés, indique une forte hausse au début des années 1870 et en 1880 et 1881.

12. Dans McInnis (2000), nous calculons de nouveaux indices de fécondité pour le Québec et l'Ontario dont les valeurs sont comparables à celles de nombreux pays européens. En 1861, l'indice canadien était de presque 33 % supérieur à la moyenne des indices de huit pays européens. Aucun de ces pays d'Europe n'avait un indice qui se rapprochait de l'indice canadien. Il a été reconnu depuis longtemps que les Canadiens français étaient exceptionnellement féconds. Avant 1850, le Canada anglais affichait des taux de fécondité aussi élevés que le Québec. Nous estimons que l'Ontario, en 1861, avait un taux de natalité qui atteignait 93 % du taux québécois.

cole, ne possédait pratiquement plus de terres inhabitées. Afin d'accommoder une population qui augmentait rapidement, il fallait trouver des terres et les régions américaines adjacentes étaient les plus facilement accessibles. Voilà pourquoi on a affirmé que les Canadiens avaient simplement « débordé ». Il est évident que cette explication est loin d'être satisfaisante parce que, d'une part, les destinations américaines adjacentes étaient déjà habitées et que, d'autre part, après 1870, les Canadiens ont émigré vers des régions plus éloignées. Selon une autre explication souvent proposée, l'émigration canadienne s'inscrivait simplement dans un mouvement global des populations rurales vers les régions urbaines. Les Canadiens ont émigré aux États-Unis, car c'est surtout là que se trouvaient les villes¹³. Le processus d'industrialisation et d'urbanisation, une condition *sine qua non* au développement économique, entraînait le déplacement de nombreux Canadiens des régions rurales vers les centres urbains situés au sud de la frontière. Quoique cette affirmation constitue une représentation générale assez fidèle, elle achoppe sur au moins trois points. Premièrement, les Canadiens ne se sont pas déplacés de façon disproportionnée vers les grands centres urbains des États-Unis. Ils étaient sous-représentés dans la ville de New York, ils ont évité Philadelphie, Pittsburgh, Cleveland et Milwaukee (toutes facilement accessibles à partir du Canada) et ils n'étaient pas sur-représentés à Chicago. Bref, les indicateurs simples de la taille de la ville et de l'ampleur de l'emploi industriel ne permettent pas d'expliquer de manière fiable l'immigration canadienne¹⁴. Parmi les grandes villes américaines, seule Boston a attiré un grand nombre de Canadiens. On leur préférait les villes

13. Cela semble constituer une description honnête de la vision de Faucher (1964, 1975). Hansen (1940), l'auteur qui a étudié l'émigration canadienne vers les États-Unis de la manière la plus exhaustive, ne s'est jamais résolu à identifier l'explication principale. Il a souvent souligné le débordement sur les régions américaines adjacentes et a mis énormément l'accent sur l'attrait de l'Ouest américain. D'autre part, il indique que des jeunes gens insatisfaits de la routine associée à la vie rurale, « *young people not satisfied with the routine of rural life* », étaient attirés par les villes américaines, et il écrit que Chicago agissait comme un aimant auprès des Canadiens (p. 206). Cette déclaration est trompeuse car, s'il est vrai que Chicago attirait un nombre de Canadiens relativement important, il faut préciser que, vu la taille de la ville, les Canadiens n'y émigraient pas de façon disproportionnée. Bay City et la ville de Saginaw, Michigan, réunies attiraient davantage de Canadiens.

14. Vedder et Gallaway (1970) ont estimé un modèle statistique simple pour montrer, qu'en général, il est tout à fait logique de penser que les salaires élevés et les nombreux emplois incitaient les Canadiens à émigrer aux États-Unis, tandis que les coûts associés à l'éloignement les décourageaient. Les résultats de Vedder et Gallaway fournissent une justification à la rationalité économique derrière l'immigration, mais ne nous éclairent pas sur les forces à l'origine de l'immigration des Canadiens aux États-Unis. Les auteurs considèrent le nombre d'immigrants comme une donnée et ne se préoccupent que de la répartition de ce nombre entre les destinations. Leurs résultats auraient été beaucoup moins révélateurs s'ils avaient cherché à différencier le comportement des Canadiens de celui des autres groupes d'immigrants. Toutefois, nous devons ajouter que Vedder et Gallaway ont effectivement étudié les différences entre les émigrants canadiens francophones et anglophones en fonction du choix de leur destination. Deux points sont intéressants : (1) les auteurs ont constaté que les Canadiens français étaient plus sensibles aux écarts salariaux et (2) ils ont affirmé que les francophones se laissaient moins décourager par la distance que les anglophones. Sur ce dernier point, leurs résultats ne sont pas statistiquement significatifs. Pour ce qui est du premier point, peut-être était-ce le fruit du hasard si la Nouvelle-Angleterre, où se trouvaient les fabriques de textiles, était à l'époque la région qui offrait les plus hauts salaires d'Amérique. Il est certain que les émigrants canadiens-français n'avaient pas accès à ces hauts salaires.

industrielles plus petites, comme Manchester et Saginaw. Deuxièmement, l'occupation la plus répandue les Canadiens qui émigraient aux États-Unis était celle de fermier, suivie de près par celle de travailleur agricole. Puisque nous savons que les Canadiens français émigraient vers des emplois manufacturiers dans les villes industrielles, ceci implique que le nombre de Canadiens anglais dans le secteur agricole était encore plus élevé. Troisièmement, nous devons nous demander pourquoi l'urbanisation impliquerait nécessairement l'émigration. Il faut expliquer pourquoi l'expansion industrielle domestique était incapable d'absorber les populations venues de la campagne. Trop d'historiens supposent simplement que l'industrie canadienne ne pouvait croître suffisamment pour absorber le « surplus » de population. Il ne suffit pas de l'affirmer, il faudrait approfondir la question.

En nous basant sur les critères internationaux, il est facile de montrer que la population rurale du Canada exerçait une pression considérable. Cette pression s'est manifestée brusquement et un ajustement rapide et important a été nécessaire. Il serait intéressant ici de vérifier si cette pression était différente entre le Canada francophone et anglophone. Cette question sera abordée plus loin. Néanmoins, l'argument avancé ici est que le Canada, dans son ensemble, subissait une pression d'une sévérité inhabituelle. Le Canada est passé rapidement d'une situation où les terres agricoles étaient abondantes à une situation où les régions étaient entièrement habitées¹⁵. La transition s'est effectuée essentiellement en une génération. Les taux de natalité, particulièrement élevés par rapport aux normes internationales, se sont traduits par une hausse importante du nombre de jeunes adultes au moment même où les terres disponibles devenaient rares¹⁶. Pour que le secteur non agricole canadien puisse absorber toute la croissance démographique, il aurait fallu enregistrer un des taux de croissance industrielle les plus rapides

15. Supposons que la superficie des terres arables soit égale à la surface totale maximale à avoir jamais été cultivée dans chaque comté, quelle que soit l'époque. En additionnant les comtés de l'Ontario et ceux du Québec, nous obtenons alors un total légèrement supérieur à 22 millions d'acres. Comme les fermes complètes cultivaient en moyenne 74 % de leurs terres, nous en déduisons que près de 30 millions d'acres seront finalement occupés dans les vieilles régions de l'Ontario et du Québec (à l'exception du Nouveau-Québec et du Nord-ouest ontarien). Comme nous en ferons état ultérieurement, nous pouvons estimer que presque 11 millions d'acres étaient cultivés en 1861, à une époque où les fermes exploitaient en moyenne 46 % de leurs terres. Les fermes des deux provinces réunies occupaient déjà 80 % de la superficie maximale en 1861.

16. En 1861, le ratio des 5 à 19 ans (les adultes en devenir) par rapport aux 20 à 64 ans était de 0,54. Il s'est maintenu à ce niveau jusqu'en 1871. Puis, alors que les effets de la diminution du taux de natalité commençaient à se faire sentir, ce ratio a diminué lentement de 0,5 en 1881, à 0,46 en 1891. La pression pour accommoder la prochaine génération était considérable.

jamais réalisés¹⁷. Sur le marché du travail, la hausse de l'offre était importante et le défi, considérable. Cela peut aider à expliquer l'ampleur de l'émigration, mais pas vraiment pourquoi l'émigration était le mode d'ajustement nécessaire.

Devant le défi, les Canadiens ont promulgué la Confédération, laquelle a fait l'objet de vifs débats, et ils ont adopté la Politique nationale. L'objectif était double : étendre la colonisation agricole et favoriser le développement industriel. À ces fins, le Canada a d'abord fait l'acquisition des terres de la compagnie de la Baie d'Hudson. Là s'établiraient les colonies qui devaient absorber la croissance de la population canadienne. Toutefois, la population excédentaire qui vivait dans les vieilles provinces canadiennes ne s'est pas ruée vers l'Ouest. Le fait que les terres de l'Ouest nouvellement acquises par le Canada n'aient pas constitué un débouché pour la population croissante, et le rôle présumé que cet échec a joué par la suite, sont deux éléments classiques de l'histoire canadienne. Cette perception minimise considérablement la migration vers l'Ouest qui s'est opérée lors de la première vague de colonisation vers la fin des années 1870 et au début des années 1880. Cette première vague de colonisation a débuté au Manitoba en 1878 ou 1879 avec la construction d'une ligne de chemin de fer vers le port lacustre de Duluth, à la fin de la première année. Toutefois, cette vague s'est terminée abruptement en 1883. Cette migration interne était presque exclusivement constituée d'Ontariens. Entre 1871 et 1881, 19 000 Ontariens de naissance avaient émigré au Manitoba. Puis, de 1881 à 1886, 15 000 autres Ontariens de naissance avaient suivi le même chemin. L'aspect le plus surprenant de ce développement est l'absence quasi totale de colons québécois.

Le fait que les Canadiens français du Québec aient dédaigné l'Ouest canadien, alors que l'Acte du Manitoba protégeait leur langue et leurs droits religieux, pour émigrer en grand nombre vers les États-Unis où ils ne bénéficiaient d'aucune protection, constitue l'une des grandes énigmes de l'histoire du Canada. Il est saisissant d'imaginer à quel point le Canada, en tant qu'entité politique, aurait pu être différent si les Canadiens français avaient colonisé l'Ouest de manière substantielle. Cette question a trop rarement été abordée par les historiens du Canada.

17. Nous pouvons estimer approximativement l'ampleur du défi. Si nous considérons, par exemple, les années 1870 où 378 000 Canadiens avaient émigré, nous pouvons supposer que les deux tiers étaient des travailleurs ou des travailleurs éventuels. Pour que le secteur non agricole puisse absorber toute cette main-d'œuvre, il aurait fallu créer 253 000 emplois. Il existe un multiplicateur pour l'emploi de sorte qu'il aurait fallu que seulement une fraction de ces emplois soit créée dans le secteur manufacturier. On peut supposer, en faisant preuve de générosité, que le multiplicateur est égal à 3. Dans ce cas, les emplois manufacturiers au Canada auraient dû augmenter de 85 000 pour être en mesure d'absorber toute la hausse de l'offre de main-d'œuvre observée dans les secteurs non agricoles. Au Canada, l'emploi industriel était évalué à 148 000 en 1871, et à 190 000 en 1881. Afin d'enregistrer une hausse supplémentaire de 85 000 à 275 000, il aurait été nécessaire que l'emploi dans le secteur manufacturier canadien augmente à un rythme de 6,5 % par an pendant toute la décennie. Avec la hausse soutenue de la population, il aurait fallu maintenir ce rythme pendant trois décennies environ. Cela aurait constitué le taux de croissance de l'emploi manufacturier le plus élevé de tous les temps. Il aurait fallu qu'il soit supérieur, ou au moins égal, au taux enregistré pour l'expansion industrielle la plus rapide jamais observée. Par exemple, en Corée du Sud, l'emploi manufacturier semble avoir ainsi augmenté pendant deux décennies. C'est le taux le plus élevé que nous ayons pu trouver.

Plusieurs ouvrages qui ont fait autorité en matière d'histoire canadienne ne soulèvent même pas le problème. Lorsqu'il est identifié, on mentionne habituellement la publicité négative causée par la seconde rébellion de Riel et par la question des écoles au Manitoba, ainsi que le fait que cette province ait manqué à sa promesse relativement à la protection de la langue française. Or, ces événements se sont produits après la première vague de colonisation. La question à laquelle il faut véritablement répondre est la suivante : pourquoi les Canadiens français ont-ils si peu participé à la croissance rapide de la colonisation entre 1879 et 1883? C'est à cette période que les dés ont été jetés. A.I. Silver, qui a étudié la question en profondeur, explique le phénomène en invoquant le fait que l'information véhiculée était différente d'un groupe linguistique à l'autre¹⁸. Cet écart a peut-être joué un rôle important, mais explique difficilement l'ensemble des événements observés. Une partie du problème vient du fait que la viabilité du Manitoba comme région agricole n'est devenue évidente qu'après le début du premier grand afflux de Canadiens français vers les villes de la Nouvelle-Angleterre où l'industrie textile dominait. La Nouvelle-Angleterre, qui agissait comme un aimant, a commencé à exercer son pouvoir d'attraction entre 1865 et 1873. La Terre de Rupert n'avait pas encore été acquise par le Canada. Au cours des années qui ont suivi l'admission du Manitoba dans la Confédération canadienne, l'idée d'exploiter une ferme dans cette province ne séduisait personne. Il a fallu attendre 1877 pour que le Manitoba réalise ses premières expéditions de blé. De plus, ce n'est que vers la fin de 1878 que le chemin de fer a été ouvert et que les coûts du transport du blé ont baissé. Entre-temps, les Canadiens des deux groupes linguistiques vivaient une pression considérable, car ils devaient trouver une base pour assurer leur avenir économique. Les Canadiens français avaient déjà identifié les possibilités qu'offrait la Nouvelle-Angleterre. En un sens, la Confédération canadienne et les nouvelles terres de l'Ouest destinées à la colonisation sont arrivées trop tard : le mal était déjà fait.

Un autre facteur est à étudier. On a la nette impression que, quelle que soit la région considérée, beaucoup de Québécois n'entrevoyaient pas de futur prometteur en agriculture. Ils voulaient principalement quitter la terre pour des emplois industriels. Les salaires payés par les manufactures et le mode de vie

18. Silver (1982), prétend que les Québécois recevaient des informations très négatives relativement aux conditions au Manitoba alors que l'information qui arrivait aux Canadiens anglais dessinait un portrait beaucoup plus optimiste. Robert Painchaud (1975) décrit, de manière moins exhaustive, un scénario similaire. Les deux auteurs reconnaissent aussi que la colonisation au Manitoba n'a jamais gagné le support du clergé québécois. Ce dernier était plus préoccupé à promouvoir la colonisation à l'intérieur de la province. Silver et Painchaud accordent trop peu d'intérêt au rôle joué par le puissant attrait exercé par l'alternative, soit l'emploi dans les villes industrielles de Nouvelle-Angleterre. De plus, ils ne s'intéressent que peu au fait que l'agriculture, qui était la principale raison de la migration vers le Manitoba, présentait peu d'intérêt pour les Canadiens français du Québec. Il semble que les Canadiens français cherchaient précisément à fuir l'agriculture. Ni Silver ni Painchaud ne se penchent suffisamment sur l'importance du déplacement des Canadiens français vers le Manitoba entre 1878 et 1883, une période courte, mais capitale. Une fois passée la vague de colonisation, qui eut lieu pendant ces années-là, le sort de la colonisation des Canadiens français dans l'ouest était décidé.

urbain qui y est associé représentaient le véritable attrait de la Nouvelle-Angleterre. Peut-être y a-t-il dans le Canada français une rhétorique qui honore la terre et prône les vertus de la vie rurale, mais le comportement des Canadiens français ordinaires est éloquent. Ils avaient suffisamment connu la pauvreté rurale et ne voulaient plus continuer. Même les terres agricoles les plus prometteuses offraient peu d'attraits par rapport au travail industriel. Mais ces faits ne nous expliquent pas pourquoi les circonstances ont conduit à l'émigration. Le travail manufacturier à Montréal ou ailleurs au Québec aurait-il été insuffisant? En réponse à cette question, disons que la demande canadienne pour la main-d'œuvre manufacturière était trop modeste pour absorber l'exode rural. Cet argument est valable aussi bien pour les Canadiens anglais que pour les Canadiens français.

3. L'INDUSTRIALISATION POUR PRÉVENIR L'ÉMIGRATION

Pour expliquer l'émigration d'un grand nombre de Canadiens français, plusieurs auteurs invoquent l'insuffisance de la demande de main-d'œuvre industrielle¹⁹. Mais ils ne discutent pas des arguments qui peuvent expliquer que la croissance de l'économie canadienne était trop faible pour absorber la main-d'œuvre disponible. Dans d'autres environnements, on a vu dans l'offre de main-d'œuvre abondante et élastique un facteur positif en faveur d'une industrialisation rapide. Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi au Canada à la fin du 19^e siècle? Trop souvent, on a simplement fait l'hypothèse que, pour une raison quelconque, le Canada n'était pas en mesure de développer un secteur manufacturier important. Les Canadiens, laisse-t-on entendre, étaient simplement condamnés à être « des bûcherons et des porteurs d'eau ». On affirme que le Canada possédait un avantage comparé dans la production de biens intensifs en ressources naturelles. De plus, ou encore de façon alternative, on prétend qu'il accusait un retard technologique et manquait d'entrepreneurs industriels. Indépendamment du fait que peu d'informations empiriques ne viennent soutenir ces affirmations, ces arguments ne sont tout simplement pas convaincants. En premier lieu, dans les années 1860, l'économie du Canada n'était pas définie par l'abondance des ressources naturelles. Trop souvent, les auteurs ont projeté sur le Canada de la fin du 19^e siècle les caractéristiques observées au 20^e siècle. En 1860, le problème du Canada était la rareté des ressources naturelles. Il n'avait plus de terres agricoles inhabitées et le Canada-Uni manquait de charbon et de minerai de fer, les deux ressources indispensables aux industries minières de la révolution industrielle. L'essentiel des métaux non ferreux du bouclier précambrien n'avait pas encore été découvert. Par contre, le Canada possédait d'abondantes forêts (quoique les meilleurs bouquets d'arbres aient été exploités pendant de nombreuses années) et de nombreux

19. Faucher (1975) et Roby (1982), deux auteurs importants dans le domaine de l'émigration, se sont particulièrement intéressés à ce thème, mais on le retrouve aussi dans les ouvrages sur l'émigration des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre. Le manque de commentaires de la part des historiens du Canada anglais est le reflet de l'absence d'intérêt pour cette question. Toutefois, au Canada anglais, les observateurs contemporains faisaient souvent la même remarque.

sites d'énergie hydraulique. Il ne convient donc pas de décrire le Canada de 1860 comme une économie caractérisée par des ressources naturelles abondantes. C'était certainement vrai par rapport aux États-Unis. Au cours des 50 années suivantes, les Canadiens ont déployé des efforts, lesquels ont été fructueux, afin de transformer leur économie en une économie où les ressources sont abondantes. Mais ce n'était pas encore le cas à l'époque où les grandes vagues d'émigration ont débuté.

En second lieu, l'argument selon lequel le Canada était incapable de développer son industrie manufacturière peut également être réfuté car, en fait, ce pays avait réussi à mettre sur pied un secteur industriel important. En 1890, le Canada se classait au quatrième rang mondial pour la production manufacturière par habitant²⁰, ce qui n'était pas un accomplissement négligeable. Le problème vient du fait que cette réalisation demeurerait nettement insuffisante pour absorber la croissance rapide de la population active. Pour que l'emploi manufacturier augmente suffisamment pour absorber toute la croissance de l'offre de travail, il aurait fallu que le Canada affiche l'industrialisation la plus rapide jamais enregistrée au monde. Cette condition est exigeante, mais pas impossible. Sa réalisation aurait nécessité une offre de capital élastique et un transfert rapide et efficace des plus récentes technologies industrielles. De plus, il aurait fallu développer des industries manufacturières axées sur l'exportation. La croissance des manufactures de biens destinés à l'exportation aurait constitué le développement normal d'une économie où la main-d'œuvre rurale augmente rapidement et où la quantité de terres est fixe. Dans le modèle théorique conventionnel où, contrairement aux biens, les facteurs de production ne se déplacent pas d'un pays à l'autre, les paiements s'équilibrent et les prix s'ajustent en conséquence afin de permettre à l'industrie de croître suffisamment pour absorber le surplus de main-d'œuvre provenant du secteur agricole. Alors, pourquoi cela ne s'est-il pas produit historiquement au Canada?

Le facteur qui répond le mieux à cette question est un événement qui a fait l'objet de trop peu d'attention dans les ouvrages historiques. Au moment où les terres agricoles se faisaient rares et où la population rurale continuait à croître à un rythme exceptionnellement rapide, les États-Unis, qui représentaient le marché le plus accessible et le plus prometteur pour les exportations manufacturières du Canada, décidèrent brusquement d'augmenter substantiellement leurs tarifs douaniers. Afin de financer les efforts de l'Union dans la guerre de Sécession, les États-Unis ont approximativement doublé leurs tarifs. Auparavant, les États-Unis qui étaient initialement protectionnistes avaient baissé leurs tarifs. Le Traité de

20. À l'époque, il n'y avait qu'en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Belgique que la production manufacturière par habitant dépassait celle du Canada. Certains ont objecté que le rang élevé du Canada était gonflé par la production des scieries qui constituait une proportion importante de la fabrication canadienne. Nous ne voyons aucune raison pour ne pas en tenir compte ou pour minimiser une industrie fortement intensive en capital et avancée sur le plan technologique. Pourquoi la production réalisée par les scieries ne devrait-elle pas être considérée comme une activité manufacturière au même titre que celle des filatures de coton ou des sidérurgies?

Réciprocité en vigueur de 1854 à 1866 portait uniquement sur les produits primaires, mais le tarif moyen sur les produits industriels avait continuellement baissé de sorte que, au moment où la guerre de Sécession a débuté, les États-Unis étaient pratiquement devenus un pays à tarifs douaniers faibles. La hausse des tarifs américains a été importante et soudaine²¹. Elle a incité fortement les facteurs de production mobiles à franchir le mur douanier afin de tirer profit de la protection. Des capitaux internationaux qui seraient peut-être venus au Canada ont choisi les États-Unis. Comme la mobilité de la main-d'œuvre canadienne n'était pas limitée par des barrières législatives ou par d'autres barrières artificielles, les Canadiens ont afflué vers les États-Unis. Plusieurs ont vu dans les modifications subséquentes des tarifs américains, comme les amendements de McKinley de 1891, un obstacle au développement canadien. Toutefois, le fait que les tarifs qui allaient financer la guerre de Sécession soient restés en vigueur longtemps après que celle-ci fut terminée, n'a pas reçu l'attention qu'il mérite comme principal facteur d'influence sur le développement économique canadien au cours de la seconde moitié du 19^e siècle.

Certains lecteurs pourraient être tentés de demander quels sont les biens manufacturés au Canada qui auraient pu être exportés aux États-Unis. Au moment de l'imposition des tarifs relatifs à la guerre de Sécession, le Canada avait déjà commencé à développer la fabrication de bottes et de chaussures, ainsi que le tissage de la laine (surtout les draps tissés grossièrement et les couvertures) et construisait de la machinerie agricole conçue aux États-Unis. Peu après, il développait une industrie de fabrication de pianos et d'orgues compétitive internationalement. Le Canada fournissait la laine aux manufactures de la partie nord de l'État de New York pour la fabrication de tapis pour toute l'Amérique. Le Canada était capable, d'un point de vue technique, de fabriquer des chaudières, des locomotives et des turbines à vapeur comparables à celles produites aux États-Unis. Il est facile de dresser une liste des types de produits manufacturiers que le Canada aurait pu fournir, dans un monde hypothétique où les tarifs douaniers américains auraient été beaucoup plus faibles, tout en restant concurrentiel avec les États-Unis. La hausse considérable des tarifs américains a constitué l'obstacle majeur.

21. Il n'est pas facile de préciser l'ampleur de la hausse de tarifs. En 1859, à la veille de la guerre de Sécession, les revenus tarifaires américains ne représentaient plus que 15,4 % de la valeur totale des importations. Ils atteignaient 46,6 % en 1868. Le ratio des tarifs des revenus tarifaires par rapport aux importations soumises à des droits de douanes constitue un meilleur indicateur. Il était de 19,6 % en 1859, puis a grimpé jusqu'à 48,7 % en 1868. En 1876, il était encore de l'ordre de 44,8 % et de 46,5 % en 1891. Les États-Unis révisaient continuellement à la hausse leur structure tarifaire. Vue du Canada, la situation était encore plus grave. La hausse des tarifs douaniers portait précisément sur les biens que le Canada aurait, autrement, produits pour l'exportation. À cause de la nature compliquée de la structure tarifaire américaine, il est difficile d'établir un équivalent *ad valorem* simple. Toutefois, une autorité en ce qui a trait à l'industrie lainière américaine (Cole, 1926, vol. 2 : 27) estime que le tarif imposé sur les couvertures de laine était de 76,9 % en 1867, et de 109 % en 1871. Les listes semblent camoufler les tarifs sur les bottes et les chaussures, mais ils étaient de plus de 100 %. Les tarifs douaniers américains étaient délibérément conçus de manière à faire obstacle aux éventuels producteurs canadiens.

Nous ne prétendons pas qu'en l'absence des tarifs douaniers de la guerre de Sécession, il n'y aurait pas eu d'émigration canadienne. Nous avançons seulement que le très fort taux d'émigration a été causé, dans une large mesure, par l'imposition brutale de mesures protectionnistes sévères par les États-Unis. Bien entendu, le taux de croissance naturel élevé de la population canadienne a aussi contribué fortement à cet exode. Nous dirons que le taux de croissance élevé de la population s'est heurté en même temps à des terres agricoles limitées et à l'imposition par les États-Unis de tarifs douaniers oppressifs. Ce concours de circonstances a constitué un obstacle critique au développement de l'économie canadienne qui n'a réussi à le surmonter qu'après plusieurs décennies.

Les Canadiens avaient essentiellement besoin d'emplois dans le secteur manufacturier et ce type de travail était surtout offert aux États-Unis, derrière une protection tarifaire substantielle. Nous ne pouvons pas, pour le moment, construire une mesure directe de l'ampleur de l'incitation à émigrer comme, par exemple, le niveau relatif des salaires réels. Hatton et Williamson (1994) ont comparé les salaires réels, mais ils ont mis en parallèle l'ensemble du Canada et l'ensemble des États-Unis et il y a des raisons de croire qu'ils ont considérablement exagéré le niveau des salaires canadiens²². Si nous acceptons leurs estimations, l'écart salarial entre les deux pays est si petit qu'il est difficile de croire qu'il ait pu provoquer un mouvement migratoire d'une telle envergure. Nous sommes convaincu que l'écart salarial était supérieur au 10 % de Hatton et Williamson. Les données sur les salaires nominaux et les prix de 1873 et 1874, colligées pour des localités spécifiques dans les deux pays, proviennent d'un ouvrage contemporain rarement cité d'Edward Young (1879). Ces données indiquent que le taux de salaire nominal de la main-d'œuvre non qualifiée est deux fois plus élevée dans les villes industrielles du Massachusetts qu'au Québec. Cependant, les prix y étaient aussi considérablement plus élevés. Young fait état des prix d'une douzaine de biens standard, surtout des aliments. Les seuls biens dont les prix étaient nettement inférieurs à ceux du Québec étaient l'huile d'éclairage et les produits en coton. Les prix de la nourriture, des chaussures et du bois de chauffage étaient de 15 à 100 % plus élevés au Massachusetts qu'au Québec. En effectuant un calcul très approximatif, ces données indiquent que le salaire réel de la main-d'œuvre non qualifiée était supérieur au Massachusetts de 30 % environ. Ces données sont probablement proches de la réalité, mais les écarts salariaux ne semblent pas suffisants pour déclencher une émigration aussi massive que celle observée à

22. Dans les séries de données de Hatton et Williamson (1991), en 1870, le niveau des salaires réels au Canada représentait 86 % du niveau américain. En 1873 et 1874, les années pour lesquelles une autre comparaison est effectuée, le niveau canadien avait grimpé à 90 % du niveau américain. Puis, le niveau canadien a continué à augmenter pour finalement dépasser le niveau américain en 1877 et il s'est ensuite maintenu au-dessus du niveau américain jusqu'à la fin du siècle. Nous trouvons ce scénario difficile à croire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les fondements empiriques pour les séries de Hatton et Williamson sont faibles. Avant de pouvoir tirer des conclusions, il est nécessaire d'effectuer une étude beaucoup plus minutieuse sur les niveaux de salaires et de prix qui, à l'époque, prévalaient au Canada.

l'époque²³. Bien entendu, certains pourront prétendre qu'il y avait une illusion monétaire considérable, mais nous ne sommes pas disposés à fonder notre explication sur cet argument.

Un autre facteur doit être pris en considération. La Nouvelle-Angleterre offrait bien plus que des salaires modestes aux hommes qui occupaient surtout des emplois non qualifiés, elle offrait aussi du travail aux enfants. Tant que le taux de fécondité des Canadiens français était élevé et que les familles étaient nombreuses, la possibilité de faire travailler les enfants, même très jeunes, était séduisante. Le rôle du travail des enfants dans l'économie familiale a été souvent souligné dans les ouvrages sur les Franco-Canadiens en Nouvelle-Angleterre (Parmi les plus récents, citons ceux de Weil, 1989 et de Roby, 1990). Les villes réputées pour leur industrie textile étaient très attrayantes car elles offraient des emplois aux enfants. À la fin du 19^e siècle, de nombreuses industries employaient des enfants, mais peu autant que l'industrie textile. D'après les rapports du *Massachusetts Bureau of Labor*, nous savons que les Canadiens français étaient réputés pour le nombre d'enfants au travail. Un père canadien français pouvait espérer une hausse de revenu de 30 à 35 % en émigrant en Nouvelle-Angleterre. Mais, s'il faisait travailler ses enfants dans les filatures, il pouvait compter sur une hausse supplémentaire du revenu familial de l'ordre de 40 à 50 %²⁴. Voilà donc le véritable attrait de la Nouvelle-Angleterre. Non seulement l'industrialisation canadienne était trop lente pour absorber la croissance de la main-d'œuvre, mais elle ne passait pas par l'établissement et l'expansion du type d'industries qui offrent aux enfants la possibilité de générer des revenus suffisants pour couvrir largement les coûts qu'ils occasionnent.

Qu'en était-il des Anglo-Canadiens dont les taux d'émigration étaient équivalents à ceux des Franco-Canadiens? Rien n'indique qu'ils fournissaient aux manufactures de la main-d'œuvre infantine dans des proportions importantes. Bien entendu, il semble que l'émigration des Anglo-Ontariens ait commencé à diminuer avant la fin de la grande vague d'émigration des Canadiens français. Dans les années 1860 et 1870, par contre, les anglophones de l'Ontario étaient plus nombreux à émigrer que les francophones du Québec. L'avantage salarial qu'offrait le Michigan semblait à peu près comparable à celui du Massachusetts. Cependant, les terres bon marché constituaient un avantage supplémentaire pour le Michigan.

23. Un calcul approximatif similaire, à partir de la même source de données, indique que l'Ontario offrait des salaires réels de 30 % supérieurs à ceux du Québec. Si les travailleurs réagissaient uniquement à l'écart salarial, il faudrait se demander pourquoi les Canadiens français n'ont pas, à l'époque, émigré en Ontario.

24. Telle est la fourchette des gains que nous indiquent Hareven et Langenbach (1978) et Early (1982). En fin de compte, ils se sont basés sur le travail effectué par le *Massachusetts Bureau of Labor*. Cela implique que, contrairement à la plupart des mouvements migratoires, les Canadiens français étaient plus susceptibles de se déplacer, en famille et avec des parents, à un âge quelque peu avancé. Un examen préliminaire des résultats du recensement tend à confirmer ce qui précède. Néanmoins, cette question nécessite une étude plus approfondie.

Contrairement aux Canadiens français, les Anglo-Ontariens désiraient s'installer sur des fermes. La possibilité d'acquérir des fermes pour une somme modique, dans les *cut-over* du Michigan, à proximité des emplois forestiers et de ceux offerts par les scieries, permettait aux jeunes hommes de gagner les sommes nécessaires pour payer leurs fermes²⁵. Près de 50 % des Anglo-Canadiens qui avaient émigré aux États-Unis s'étaient installés sur des fermes. Dans une large mesure, la terre était pour eux un attrait supplémentaire, au même titre que le travail des enfants pour les Canadiens français²⁶.

4. CROISSANCE RAPIDE DE LA POPULATION ET QUANTITÉ LIMITÉE DE TERRES

La pression démographique importante, causée par des taux de natalité élevés au Canada, est à l'origine de l'intérêt des Canadiens pour les emplois industriels américains et de l'expansion insuffisante des emplois manufacturiers au Canada. Sans cette pression démographique, l'émigration n'aurait pas été aussi importante. En fin de compte, le fait que les Canadiens, aussi bien les francophones que les anglophones, se reproduisaient à un rythme aussi élevé dans un pays où l'économie rurale traditionnelle était arrivée à saturation, constitue l'élément déclencheur. La question mérite d'être étudiée davantage. Des premiers auteurs à s'y intéresser, certains, dont Faucher (1975), ont identifié la pression démographique comme un élément essentiel de l'explication, alors que d'autres, Roby (1990) en est un bon exemple, ont mis l'accent sur d'autres facteurs sans toutefois nier que les taux de natalité étaient très élevés²⁷. Bien entendu, ce n'est pas le taux de croissance rapide de la population qui, en soi, est important, mais bien la croissance rapide de la population dans un contexte où les terres agricoles sont limitées. Dans une autre étude (McInnis, 1992), nous avons examiné les caractéristiques

25. Le Michigan était l'une des quelques régions où les bouquets de pins étaient situés sur des terres relativement cultivables, ce qui contraste avec le centre de l'État de New York et la vallée d'Ottawa. La législation américaine exigeait que les bûcherons achètent les terres sur lesquelles ils abattent les pins. Une fois les terres totalement déboisées, ils étaient fortement incités à les vendre, si elles étaient le moins cultivables, à d'éventuels fermiers. Selon Hansen (1940), les Canadiens pouvaient, à peu de frais, acquérir des terres au Michigan, dans la mesure où, pendant l'inflation américaine, ils payaient avec une monnaie convertible en or.

26. Bien entendu, les enfants pouvaient être mis à contribution et, à la fin du 19^e siècle, on comptait sur leur participation aux travaux de la ferme familiale. Cette participation peut, d'une certaine manière, constituer la contrepartie du travail manufacturier que les Canadiens français attendaient de leurs enfants. Toutefois, dans le Michigan, il était rare de voir des enfants travailler ailleurs que dans le secteur agricole. De plus, parmi les individus qui émigraient de l'Ontario vers le Michigan, on comptait beaucoup plus de jeunes adultes célibataires. Les Canadiens français ont aussi émigré au Michigan, surtout dans l'objectif de travailler dans l'industrie forestière. Là encore, ce ne sont pas des familles qui se sont déplacées, mais des jeunes hommes célibataires.

27. On mentionne l'épuisement de la terre et les niveaux élevés d'endettement rural. Une étude plus exhaustive est nécessaire pour vérifier la validité de ces facteurs. Toutefois, pourquoi exerceraient-ils plus d'effet au Québec que dans les provinces du Canada anglais? Il semble y avoir carrément une réticence à faire face aux conséquences engendrées par le taux de croissance très élevé de la population.

qui se dégageaient des changements observés au niveau des comtés à mesure que la colonisation progressait et que le nombre de terres disponibles diminuait. Les populations respectives des districts ruraux du Québec et de l'Ontario ont atteint des sommets, puis certaines se sont stabilisées pendant deux ou trois décennies, tandis que d'autres ont diminué rapidement. La plupart des comtés du Québec et de l'Ontario étaient arrivés à saturation avant la fin du 19^e siècle, certains avaient même atteint leur pleine capacité dès 1851. Dix comtés de l'Ontario, l'équivalent de 16,7 % des terres cultivables de la province, avaient déjà atteint leur niveau maximal de population à cette date. À ce maximum, la densité de peuplement était de 10,4 personnes pour 100 acres de terres cultivables. À la même époque, huit comtés du Québec, soit 9,5 % des terres cultivables de la province, avaient atteint leur population maximale. Toutefois, ces records de densités étaient bien supérieurs à ceux du Haut-Canada, avec en moyenne 15,1 individus pour 100 acres. Hormis les nouvelles régions du nord et du nord-ouest, il semble que la vieille région du Haut-Canada se soit peuplée plus rapidement que le Québec. Dans les deux provinces, 50 % de toutes les terres cultivées jusqu'à présent avaient déjà commencé à être exploitées en 1861. Lors du recensement de 1861, les terres occupées par des fermes représentaient environ 80 % de toutes les terres considérées comme agricoles jusqu'à présent. Lorsque la population s'est mise à augmenter, la nécessité de se chercher un emploi ailleurs que dans le secteur agricole est devenue forte.

En Ontario, le recensement de 1881 indique le plus grand nombre de comtés ayant atteint leur maximum de population. Seul un quart des terres cultivables de l'Ontario étaient situées dans des comtés dont le maximum devait être atteint après cette date. Par contre, au Québec, la croissance de la population vers son niveau maximum s'est faite en douceur et a nécessité plus de temps. Un tiers de toutes les terres cultivées jusqu'à présent étaient situées dans des régions qui n'ont atteint leur population maximale qu'au 20^e siècle. Avec le temps, les densités enregistrées au moment où les populations étaient au maximum avaient tendance à décroître, de sorte qu'à la fin du siècle elles étaient similaires à celles de l'Ontario. Toutefois, le point le plus important à souligner est que, en Ontario comme au Québec, les populations rurales avaient atteint des niveaux records avant de commencer à décroître de manière indiscutable. Il est évident que l'émigration a peut-être débuté avant que les populations rurales n'aient atteint un sommet. Cependant, les taux de croissance élevés de la population, avant d'enregistrer les niveaux records, laissent croire que l'émigration était surtout causée par la croissance démographique naturelle qui s'est poursuivie après avoir atteint la densité de peuplement souhaitée. En 1881, ce processus était bel et bien achevé dans plus de districts de l'Ontario que du Québec. Ce fait peut aider à expliquer pourquoi l'émigration québécoise s'est poursuivie à un rythme élevé après que celle de l'Ontario eut commencé à ralentir. À cette époque, le taux de natalité a commencé à décroître plus tôt et plus rapidement en Ontario. En 1861, le taux de fécondité enregistré dans les régions rurales de l'Ontario représentait 95 % de

celui des régions rurales québécoises²⁸. En 1891, la fécondité observée dans les zones rurales avait chuté de 36 % en Ontario, alors qu'elle était demeurée constante au Québec. Toutefois, au Québec, comme nous l'avons déjà souligné, le ratio de la population rurale par rapport aux nombres de terres cultivées n'augmentait pas. Pour qu'il en soit ainsi, il fallait que les individus émigrent des régions rurales de façon importante et soutenue.

Les informations que nous possédons sur les niveaux de prospérité des districts ruraux des deux provinces, nous portent à croire que l'incitation à abandonner l'agriculture était plus forte au Québec qu'en Ontario et que l'écart s'agrandissait au fil du temps. Les estimations indiquent qu'en 1851 la production québécoise nette par ferme n'atteignait que 75 % de celle du Haut-Canada²⁹. La production par ferme a crû au fil des ans, mais cette hausse a été nettement plus marquée en Ontario. En 1891, le niveau québécois représentait 57 % de celui de l'Ontario. En termes relatifs, c'est en 1891 que les deux provinces ont enregistré le plus grand écart au niveau de la prospérité rurale. Avec le temps, l'augmentation de la production par ferme a été beaucoup plus notable en Ontario qu'au Québec. En Ontario, la croissance démographique a continué à inciter fortement l'émigration hors des régions rurales, mais cette incitation a été, d'une certaine manière, atténuée par la croissance de la prospérité économique.

D'autres facteurs ont peut-être contribué à réduire l'émigration ontarienne en 1891. Les Ontariens se sont déplacés vers le nord et le nord-ouest de leur province. La population de cette région a doublé entre 1891 et 1901. De plus, vers le milieu des années 1890, les Ontariens ont commencé à se déplacer en grand nombre vers l'Ouest canadien. On peut aussi défendre l'idée selon laquelle l'Ontario a mieux réussi que le Québec à absorber la hausse de l'offre de travail dans les manufactures locales, surtout dans les années 1880. À cet égard, la différence entre les provinces n'était toutefois pas considérable.

CONCLUSION

Que pouvons-nous conclure après ce bref survol du territoire? Il est facile d'être d'accord avec les nombreux auteurs qui ont déclaré que l'émigration hors Québec a constitué l'une des caractéristiques les plus importantes de l'histoire

28. McInnis (2000) fait un examen plus détaillé des tendances au niveau de la fécondité. Les indices de *Princeton* ou du *European Fertility Project* sont utilisés. Selon ces mesures, I_p , c'est-à-dire la fécondité pour l'ensemble du Québec en 1861, à l'exclusion des trois villes principales, était de 0,479. Pour l'Ontario, en excluant à nouveau les villes identifiées dans le recensement, l'indice était de 0,453. En 1891, I_r avait diminué à 0,305 dans le cas des régions rurales de l'Ontario, et à 0,458 dans le cas des régions rurales du Québec.

29. Les estimations proviennent de McInnis (1990). Elles exagèrent les différences réelles entre les deux provinces en ce qui a trait à la valeur de la production par ferme. En effet, la mesure de la production fait fi de certains items comme, par exemple, le bois de chauffage, la volaille et les œufs, et les produits du potager, dont les valeurs auraient été très probablement similaires entre les fermes de l'Ontario et celles du Québec.

socio-économique du Canada français. Toutefois, il est important de reconnaître que le cas du Québec n'était pas unique. Les Anglo-Canadiens ont également émigré, du moins au début de la « grande émigration », à une cadence tout aussi rapide. Comme Faucher aimait le faire remarquer, l'exode rural était une caractéristique universelle de la croissance économique moderne. Le Canada se différenciait de son voisin du sud par le manque de terres inhabitées. À cet égard, en 1860, la situation du Canada était devenue plus semblable à celle des pays européens. Néanmoins, il partageait avec les États-Unis le même taux de natalité dont le niveau élevé s'expliquait par des terres qui, à l'origine, étaient abondantes. Avec des taux de natalité aussi élevés, il fallait s'attendre à un exode important hors des régions rurales. Comme Faucher et d'autres l'ont souligné, le désir de quitter les régions rurales a été assouvi par l'émigration, car le taux d'industrialisation du Canada était insuffisant pour absorber le surplus de main-d'œuvre. Toutefois, les auteurs ont jusqu'ici eu tendance à s'en tenir à cet argument. Nous avons tenté de comprendre jusqu'à quel point la croissance naturelle de la population était élevée et les terres, limitées. Nous avons aussi tenté d'expliquer pourquoi le taux de croissance de la demande de main-d'œuvre canadienne était inadéquat.

Nous avons aussi tenté de montrer que, malgré les similitudes fondamentales entre l'élan de l'émigration des Canadiens francophones et anglophones, il existe aussi des différences importantes. Les deux groupes ont occupé des créneaux différents de l'économie américaine. L'émigration était l'unique réponse des francophones à leurs conditions économiques. Les anglophones se sont ajustés de différentes manières. Ils ont aussi émigré mais, en même temps, ils ont davantage tiré profit du fait que les frontières canadiennes avaient été repoussées. De plus, ils se sont adaptés en réduisant le rythme auquel ils se reproduisaient. Toutefois, l'histoire ne s'arrête pas là. Il faut approfondir la question davantage avant de prétendre avoir une compréhension riche et exhaustive de l'époque de la grande émigration canadienne.

BIBLIOGRAPHIE

- BRAULT, GÉRARD J. (1986), *The French Canadian Heritage in New England*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press.
- BOURBEAU, ROBERT, et JACQUES LÉGARÉ (1982), *Évolution de la mortalité au Canada et au Québec, 1831-1931*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- BUKOWCZYK, JOHN J., et DAVID R. SMITH (1998), « Marcus Lee Hansen and Canadian Migration in the History of North America », *Mid-America*, 80 : 166-76.
- EARLY, FRANCES H. (1977), « Mobility Potential and the Quality of Life in Working-Class Lowell, Massachusetts », *Labour/le travailleur*, 2 : 214-28.
- EARLY, FRANCES H. (1982), « The French-Canadian Family Economy and Standard of Living in Lowell, Massachusetts, 1870 », *Journal of Family History*, 7 : 180-200.

- FAUCHER, ALBERT (1964), « L'émigration des Canadiens français au XIX^e siècle : position du problème et perspectives », *Recherches sociographiques*, 5 : 277-319.
- FAUCHER, ALBERT (1975), « Explication socio-économique des migrations dans l'histoire du Québec », *Transactions of the Royal Society of Canada*, 4^e série, 13 : 91-107.
- HANSEN, MARCUS LEE (1940), *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press.
- HAREVEN, TAMARA, et RANDOLPH LANGENBACH (1978), *Amoskeag, Life and Work in an American Factory-City*, New York, Pantheon Books.
- HATTON, TIMOTHY J., et JEFFREY G. WILLIAMSON (1998), *The Age of Mass Migration*, New York, Oxford University Press.
- HATTON, TIMOTHY J., et JEFFREY G. WILLIAMSON (1994), « International Migration 1850-1939: An Economic Survey », Chapitre 1, dans HATTON et WILLIAMSON, *Migration and the International Labor Market, 1850-1939*, Londres, Routledge.
- KEYFITZ, NATHAN (1950), « The Growth of Canadian Population », *Population Studies*, 4 : 47-63.
- LAMARRE, JEAN (1999), « Migration Patterns and Socio-Economic Integration of the French Canadians in the Saginaw Valley, Michigan, 1840-1900 », *Mid-America*, 80 : 177-208.
- LAVOIE, YOLANDE (1972), *L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- LAVOIE, YOLANDE (1973), « Les mouvements migratoires des Canadiens entre leur pays et les États-Unis au XIX^e et au XX^e siècles », dans HUBERT CHARBONNEAU (éd.), *La Population de Québec : études rétrospectives*, Montréal, Éditions Boréal Express, p. 74-88.
- LOUDER, DEAN (dir.) (1991), *Le Québec et les francophones de la Nouvelle-Angleterre*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
- MCINNIS, R. MARVIN (1990), « A Perspective on Quebec Agriculture in the Latter Half of the 19th Century, in ERIK AERTS et al. (éds), *Structures and Dynamics of Agricultural Exploitations: Ownership, Occupation, Investment, Credit, Market*, Proceedings of the Tenth International Economic History Congress, Leuven, Leuven University Press, p. 10-20.
- MCINNIS, R. MARVIN (1992), « The Demographic Dynamics of Frontier Settlement in North America », étude présentée lors de l'IUSSP Conference on *The Peopling of the Americas*, Veracruz, Mexico.
- MCINNIS, R. MARVIN (1994), « Immigration and Emigration, Canada in the Late Nineteenth Century », in TIMOTHY J. HATTON et JEFFREY G. WILLIAMSON (éds), *Migration and the International Labor Market, 1850-1939*, London and New York, Routledge, p. 139-155.
- MCINNIS, R. MARVIN (2000), « Canada in the Nineteenth Century », Chapitre 9 dans MICHAEL HAINES et RICHARD STECKEL, (éds), *Cambridge Population History of North America*, New York, Cambridge University Press.

- MACINTOSH, W.A. (1923), « Economic Factors in Canadian History », *Canadian Historical Review*, 4 : 12-25.
- PAQUET, GILLES, et WAYNE R. SMITH (1983), « L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde », *L'Actualité économique*, 59 : 423-53.
- PAINCHAUD, ROBERT (1975), « Les origines des peuplements de langue française dans l'Ouest canadien, 1870-1920 », *Transactions of the Royal Society of Canada*, 4^e série, 13 : 109-21.
- RAMIREZ, BRUNO (1991), *On the Move: French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland and Stewart.
- ROBY, YVES (1982), « L'évolution économique du Québec et l'émigrant (1850-1929) », dans CLAIRE QUINTAL (éd.), *Émigrants québécois vers les États-Unis : 1850-1920*, Québec, Conseil de la vie française en Amérique, p. 8-20.
- ROBY, YVES (1990), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre (1776-1930)*, Sillery, Éditions de Septentrion.
- SILVER, ARTHUR I. (1982), *The French-Canadian Idea of Confederation, 1864-1900*, Toronto, University of Toronto Press.
- VEDDER, R.K., et L.E. GALLAWAY (1970), « Settlement Patterns of Canadian Emigrants to the United States, 1850-1960 », *Canadian Journal of Economics*, 3.
- VICERO, RALPH (1968), *Immigration of French-Canadians to New England, 1840-1900 – A Geographical Analysis*, Madison, University of Wisconsin, thèse de doctorat.
- WEIL, FRANÇOIS (1989), *Les Franco-Américains, 1860-1980*, Paris, Éditions Belin.
- WIDDIS, RANDY W. (1998), *With Scarcely a Ripple: Anglo-Canadian Migration into the United States and Western Canada, 1880-1920*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's Press.
- YOUNG, EDWARD (1879), *Labor in Europe and America*, Montréal, Dawson Bros.